



# POLITIQUE ANTISOCIALE ET REPRESSIVE : LE CORONAVIRUS A BON DOS ! NE NOUS LAISSONS PAS FAIRE !

Depuis mars, le gouvernement et le patronat n'ont pas cessé leurs attaques contre les travailleurs et les services publics. Au contraire, ils se servent de la peur pour accélérer leur politique antisociale et répressive. Au nom de l'urgence sanitaire, les salariés sont sommés d'accepter une dégradation de leurs conditions de travail et de vie. Ne soyons pas dupes : la crise actuelle est celle du capitalisme, les travailleurs ne doivent pas en faire les frais ! Il est urgent, dans nos entreprises et nos quartiers, de s'organiser collectivement pour résister au « monde d'après » que nous prépare Macron et son gouvernement.

## ***CHÔMAGE DE MASSE, ATTAQUES SUR LES LIBERTÉS, PLANS DE LICENCIEMENTS, AUGMENTATION DU TEMPS DE TRAVAIL, PRÉCARITÉ : AU NOM DU CORONAVIRUS, C'EST LA RÉALITÉ DU « MONDE D'APRÈS » POUR LES TRAVAILLEURS.***

Les « accords de compétitivité » votés lors de la « loi Travail » de 2017 se multiplient depuis quelques mois au nom du COVID, y compris dans des entreprises rentables. Le chantage du patronat à l'emploi ne doit pas être accepté ! En 2015, SMART a ainsi imposé aux ouvriers de l'usine de Hambach en Moselle un « accord de maintien dans l'emploi » instaurant les 39 heures payées 37. Aujourd'hui, malgré les promesses, l'usine est en cours de liquidation !

Le COVID sert de prétexte à une vaste restructuration du capitalisme. Au passage, ce sont les travailleurs qui trinquent. La France va compter 1 million de chômeurs supplémentaires d'ici la fin de l'année. La pression du patronat pour attaquer les droits sociaux, les salaires, augmenter le temps de travail et détériorer les conditions de travail va s'accroître.

Ainsi, le groupe Mulliez a décidé de vendre son entreprise Alinéa (1 900 salariés dans l'ameublement) à... lui-même. L'objectif ? Profiter d'une disposition législative lui permettant au passage d'effacer ses dettes, de licencier des centaines de salariés et de remettre en cause les accords signés avec les organisations syndicales.

## ***LE « MONDE D'APRÈS » POUR LES TRAVAILLEURS, C'EST UNE ATTAQUE EN RÈGLE CONTRE LES SERVICES PUBLICS ET LA SÉCURITÉ SOCIALE AU NOM DU CORONAVIRUS***

Le gouvernement continue le rouleau compresseur de la casse de l'hôpital public et des statuts des agents hospitaliers avec son « Ségur de la santé » (voir encadré), il prépare les mêmes attaques contre l'enseignement avec le « Grenelle des professeurs » (voir encadré). La privatisation d'EDF est plus que jamais d'actualité avec une nouvelle augmentation des tarifs à la clé [pétition à signer sur [vivelepcf.fr](http://vivelepcf.fr)].

Pour financer les mesures de crise prises au printemps, le gouvernement avait à sa disposition de



A Paris, des mesures ont été prises pour échelonner les loyers commerciaux des entreprises. Pour les locataires, c'est au contraire le grand retour des arrêts d'expulsion. On le voit quotidiennement, les prix des produits alimentaires augmentent alors que la grande distribution a fait d'énormes bénéfices pendant le confinement (+22% magasins de proximité et +65% pour la vente en drive). Couplé au chômage et à des baisses de salaires, le « monde d'après » risque d'être fait de précarité généralisée si nous ne luttons pas.

multiples options. Il aurait par exemple pu revenir sur les nombreuses aides accordées depuis des années aux entreprises : Il aurait pu supprimer le CICE (100 milliards d'argent public distribué au patronat depuis 2015) et supprimer les exonérations de cotisations sociales patronales. Ils ont au contraire fait le choix d'endetter lourdement les caisses de la sécurité sociale pour financer les mesures de crise comme le chômage partiel. Le déficit créé de toute pièce servira bientôt à justifier de nouvelles attaques contre notre protection sociale.

## **LE « MONDE D'APRÈS » POUR LES PATRONS, C'EST TOUJOURS PLUS D'AIDES AU NOM DU CORONAVIRUS**

C'est à grands renforts médiatiques que depuis quelques jours Macron et son gouvernement présentent le « plan de relance » censé résoudre tous les problèmes.

Ce plan, d'une somme de 100 milliards d'euros, n'a qu'un objectif : inonder une nouvelle fois d'argent public les entreprises. Exactement comme ce fut le cas après la crise

de 2008, ce plan de relance ne répondra pas aux besoins. On peut par contre faire confiance à ce gouvernement pour prendre soin du profit des grandes entreprises !

## **LE « MONDE D'APRÈS » C'EST TOUJOURS PLUS DE PRIVATIONS DE LIBERTÉS AU NOM DU CORONAVIRUS**

Depuis le début de la crise sanitaire au printemps, le gouvernement a utilisé la lutte contre le virus pour remettre en cause des libertés. Confinement, contrôles policiers, amendes... et maintenant masque obligatoire partout

et encadrement des rassemblements. Ce serrage de vis, très inquiétant, s'inscrit dans une dynamique commencée depuis plusieurs années (notamment la répression des manifestations depuis l'ère Valls). Tout ce qui est

aujourd'hui présenté par le gouvernement comme temporaire est amené à durer ! Il est aujourd'hui essentiel de se battre pour refuser que le COVID serve de prétexte à un nouvel excès d'autoritarisme de ce gouvernement.

**Le rapport de force créé cet hiver par les luttes contre la réforme des retraites a permis son report ! Même si nous ne sommes pas dupes sur la volonté du gouvernement de revenir à la charge, cela nous prouve bien une chose : c'est par l'action collective que nous obtiendrons l'amélioration de nos conditions de vie !**

**Plus que jamais, sur nos lieux de vie, dans nos entreprises, organisons la lutte !**

**Revendiquons :**

-  **l'augmentation des salaires dans le secteur privé et dégel du point d'indice dans toutes les fonctions publiques.**
-  **l'arrêt des procédures de privatisation d'EDF, de la RATP, de la SNCF, de La Poste. Investissement massif dans les services publics pour répondre aux besoins.**
-  **la nationalisation des secteurs clés de l'économie pour empêcher la casse de l'appareil productif et répondre aux besoins (automobile, médical...).**
-  **la suppression du CICE et de toutes les baisses de cotisations patronales. Le financement de la sécurité social doit être garanti pour couvrir les risques de toute la population.**
-  **l'abrogation de la loi travail et l'abandon de la réforme des retraites. Pour un droit du travail protecteur pour tous et pour un droit à la retraite à 60 ans.**
-  **l'arrêt des expulsions locatives et investissements massifs dans le logement social pour répondre au besoin des populations.**

**Manifestation interprofessionnelle Jeudi 17 septembre 2020**

**Départ 13h30 Place de la République à Paris**

**FAITES LE CHOIX DE LA LUTTE, REJOIGNEZ LE PCF !**

NOM : ..... PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

MAIL : ..... TÉL : .....